

TZIGANES

QUAND LA POPULATION FAIT LE BIDONVILLE

LE CAS DES GITANS DE LA CAMPAGNE FENOUIL À MARSEILLE (1960-1998)

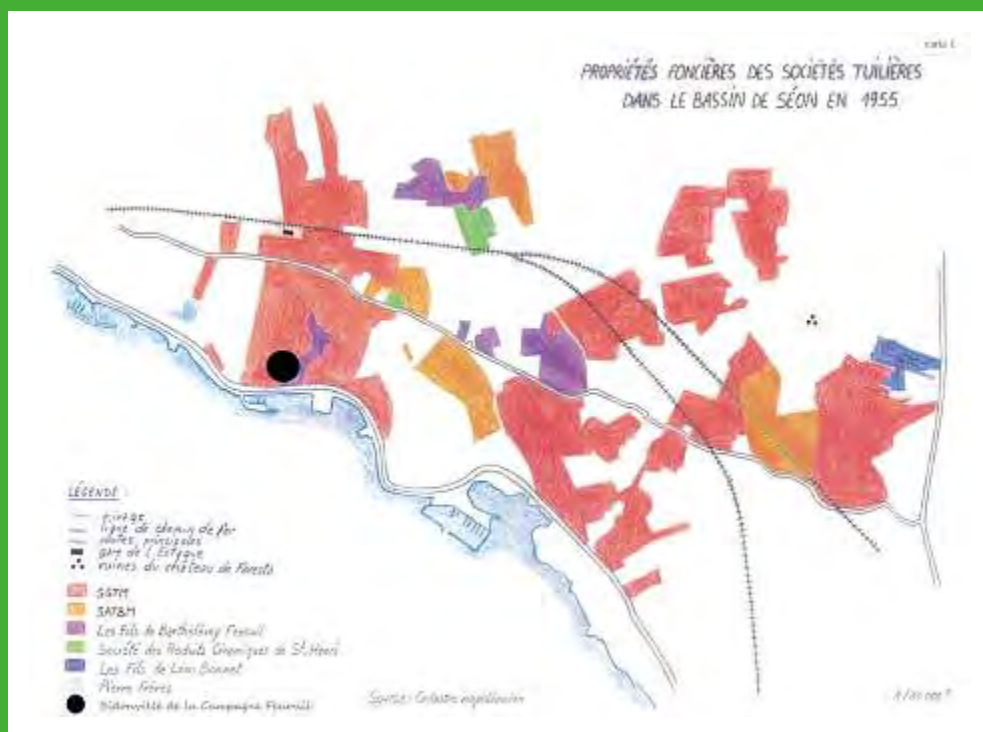
Par Marine Amador, étudiante en histoire, université Aix-Marseille.

Tandis que les bidonvilles français font leur grand retour sous les projecteurs depuis quelques années, ceux qui occupaient la Une des médias durant les décennies 1960-1970 peinent encore à sortir de l'ombre. Autrement dit, malgré le développement et l'accroissement des recherches liées à l'histoire de l'immigration depuis les années 1980, certaines thématiques, dont celle du mal-logement, restent marginales. Hormis les historiens Yvan Gastaut¹, Riadh Ben Khalifa² ou, plus récemment, Marie-Claude Blanc-Chaléard³, ce sont surtout des sociologues comme Claire Lévy-Vroélant⁴ ou Abdelmalek Sayad⁵ qui ont dédié une partie de leurs recherches aux bidonvilles français du XX^e siècle, sans oublier l'ouvrage pionnier de la militante Monique Hervé⁶, véritable immersion dans le quotidien des habitants de la Folie à Nanterre. Cette réalité est

d'autant plus avérée pour Marseille où les recherches historiques se limitent aux travaux d'Émile Temime⁷, de Céline Regnard et Stéphane Mourlane⁸ et d'Edward W. J. Naylor⁹. Néanmoins, le regain d'intérêt porté au sujet et illustré par des projets comme l'exposition *Collecter ensemble. Des traces au patrimoine : travailler, habiter à l'Estaque*¹⁰ laisse à penser que ce retard se comble progressivement. Issu d'un travail de recherche en master 1 sur le bidonville de la Campagne Fenouil¹¹, cet article s'inscrit dans ce renouveau et vise à éclairer une partie de l'histoire de Marseille trop longtemps restée dans le noir.

Aujourd'hui, ce nom aux sonorités champêtres – lié à la localisation du bidonville – a perdu toute signification. Pourtant, ce sont plusieurs milliers d'individus qui ont vécu ou transité par cet espace. Si ses origines ne sont pas clairement définies,

1. Yvan Gastaut, « Les bidonvilles, lieux d'exclusion et de marginalité en France durant les trente glorieuses », in *Cahiers de la Méditerranée*, n° 69, 2004, pp. 233-250. 2. Riadh Ben Khalifa, *Aux marges de la ville de Nice : aspects de la précarité des Maghrébins dans le bidonville de la Digue des Français : 1969-1976*, Paris, MMSH/Karthala [à paraître]. 3. Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016. 4. Claire Lévy-Vroélant, « Migrants et logement : une histoire mouvementée », in *Plein droit*, n° 68, 2006, pp. 5-10. 5. Abdelmalek Sayad, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1995. 6. Monique Hervé, Marie-Ange Charras, *Bidonvilles*, Paris, Maspero, 1971. 7. Émile Temime, Nathalie Deguigné, *Le camp du Grand Arénas, Marseille (1944-1966)*, Paris, Autrement, 2001. 8. Céline Regnard, Stéphane Mourlane, « L'enclos Peyssonnel, modèle de bidonville marseillais (années 1950-1960) », in Stéphane Mourlane, Eleonora Canepari, Béatrice Mésini (dir.), *Mobil hom(m)es. Formes d'habitats et modes d'habiter la mobilité (XVI^e-XXI^e siècles)*, Paris, éd. de l'Aube, 2016, pp. 23-34. 9. Edward W. J. Naylor, « The politics of a presence : Algerians in Marseille from independence to "immigration sauvage" (1962-1974) », thèse de doctorat, Londres, Queen Mary University, 2012. 10. Exposition organisée entre décembre 2015 et janvier 2016 par Approches cultures et territoires et le Musée d'histoire de Marseille. Un volet était dédié à l'îlot Chieuse-Pasteur, l'un des derniers grands bidonvilles de l'Estaque. 11. Marine Amador, « Le bidonville de la Campagne Fenouil : une histoire du logement immigré à Marseille (1960-1998) », mémoire de master 1, Aix-Marseille Université, 2017.



/// Carte 1. Isabelle Polverelli, Carte des terrains appartenant aux tuileries marseillaises en 1955.

Source : Isabelle Polverelli, extrait du site Internet Le temps des sirènes.

Url : <https://tempsdesirenes.wordpress.com/2013/03/24/memoires-des-bidonvilles>.

l'année de naissance de la Campagne Fenouil peut être fixée à 1958¹². Le bidonville s'implante alors sur les terrains laissés en friche à l'Estaque par la tuilerie-briqueterie des frères Fenouil¹³.

Il prend ensuite son essor dans les années 1960 : l'adéquation entre le contexte politique de l'époque et la situation marseillaise favorise l'expansion de l'habitat insalubre. La crise du logement amorcée

dès le début du XX^e siècle connaît son paroxysme avec la guerre d'Algérie. La ville doit faire face à des flux migratoires massifs : plus d'un million de rapatriés arrivent par voie maritime ou aérienne au début des années 1960¹⁴. Quinze ans plus tard, la cité phocéenne compte 300 000 nouveaux habitants¹⁵. En parallèle, la disparition progressive de l'industrie traditionnelle laisse de nombreux

12. Françoise Brun, « Un bidonville de Gitans rapatriés : la Campagne Fenouil », in *Méditerranée*, vol. 5, n° 3, 1964, p. 243.

13. Voir Carte 1. 14. Émile Temime (dir.), *Migrance : histoire des migrations à Marseille, le choc de la décolonisation (1945-1990)*, tome 4, Paris, Édisud, 1991, p. 91. 15. Bernard Morel, *Marseille, naissance d'une métropole*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 74.

TZIGANES

terrains en friche – notamment à l'Estaque – où les plus démunis viennent s'installer. Dans ce contexte, l'existence d'un espace comme la Campagne Fenouil à Marseille ne devrait pas être surprenante et, pourtant, cet « îlot¹⁶ » se distingue des autres, tout particulièrement en raison de ses habitants. Si la population est l'essence même du bidonville, dans la mesure où c'est par la logique de regroupement des migrants que ces espaces se structurent¹⁷, c'est doublement vrai pour la Campagne Fenouil. Les habitants sont à la fois à l'origine de son développement, mais aussi de son identité. Les contemporains de l'époque ne parlent pas de la Campagne Fenouil en tant que « bidonville marseillais » mais comme d'un « *bidonville de Gitans rapatriés*¹⁸ ». Il est alors intéressant d'étudier en quoi cette particularité définit le bidonville, ses représentations et son évolution.



Un bidonville gitan

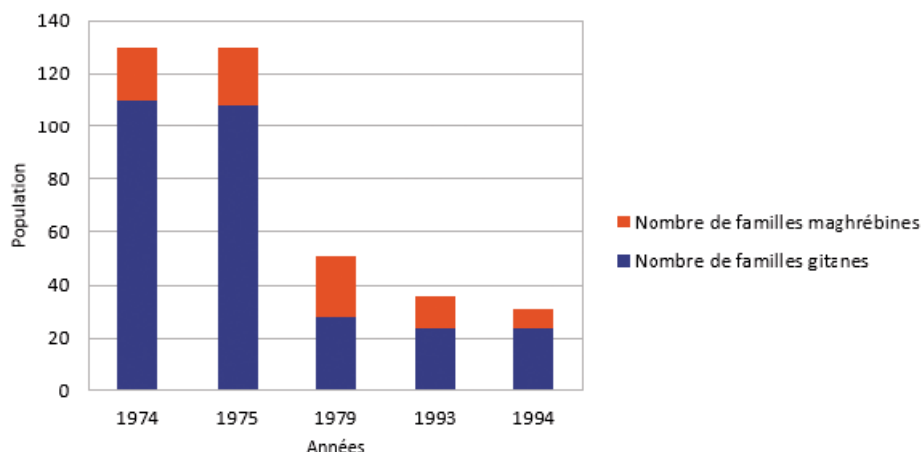
À première vue, la Campagne Fenouil n'est qu'un exemple typique de bidonville marseillais : il se développe dans les années 1960 et regroupe une population principalement originaire d'Afrique du Nord. D'après une étude sociologique conduite en 1970, c'est à cette même période qu'arrive 80 % de la population totale des bidonvilles de Marseille, la plupart étant des migrants venus du Maghreb¹⁹. Le profil socio-économique des habitants est, lui aussi, plutôt ordinaire. Ils bénéficient de ressources économiques faibles, peu travaillent et, pour ceux qui auraient un emploi, celui-ci reste très précaire. En 1970, les familles actives touchent en moyenne

1130 nouveaux francs par mois, contre 650 nouveaux francs pour les autres²⁰. À la même période, le revenu moyen des Français par foyer est d'environ 8125 nouveaux francs par mois²¹. Il y a donc un écart de plus de 7000 francs entre les familles du bidonville et les Français. Pourtant, en regardant de plus près, les habitants de la Campagne Fenouil se distinguent très clairement du reste des îlots insalubres de la cité phocéenne : ce sont des « Gitans²² ».

Dans les années 1970, la population des bidonvilles marseillais est surtout maghrébine. Cette réalité est amorcée dès les années 1950-1960 lorsque la dominante migratoire bascule et que Marseille troque son statut de ville italienne pour devenir ville maghrébine²³. Il n'est donc pas étonnant de constater que dix ans plus tard, les Nord-Africains représentent 45 % de la population totale des bidonvilles²⁴. Néanmoins, ils sont suivis de très près par une autre minorité immigrée : les « Européen[s] d'origine gitane » qui représentent, à eux seuls, 32 % de l'effectif total²⁵. C'est ce deuxième groupe qui occupe majoritairement la Campagne Fenouil²⁶. Dans la première moitié des années 1970, ils constituent environ 85 % de la population totale du bidonville. En 1979, la tendance s'équilibre puis, repart à la hausse dans les années 1990.

Les raisons et justifications à cette concentration ethnique sont multiples. Il y a, en premier lieu, les mécanismes de regroupement opérant traditionnellement chez les populations immigrées. Avoir autour de soi des individus, un cadre familial, est plus rassurant que d'affronter seul un espace totalement inconnu. C'est d'ailleurs selon cette même logique que des liens de solidarité étroits se développent dans les bidonvilles. Le partage des mêmes

¹⁶. Terme utilisé par les pouvoirs publics pour qualifier l'habitat insalubre et ses délimitations spatiales que je réutiliserai au cours de l'article. ¹⁷. Abdelmalek Sayad, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1995, *op. cit.*, p. 25. ¹⁸. Titre de l'article de Françoise Brun : « Un bidonville de Gitans rapatriés : la Campagne Fenouil ». ¹⁹. Archives municipales de la Ville de Marseille (ci-dessous AMM), 570 W 14, monographies et études sociologiques des bidonvilles note justificative n° 2 (juillet 1970). ²⁰. AMM, 570 W 14, compte-rendu enquête réalisée auprès des habitants de Campagne Fenouil, 1970. ²¹. Thomas Piketty, *Les hauts revenus en France au XX^e siècle : inégalités et redistributions 1901-1998*, Paris, Grasset, 2001, p. 130. ²². INA, « Marseille quartiers nord », JA2 20h Antenne 2, 10 mars 1989. ²³. Émile Temime, « Marseille XX^e : de la dominante italienne à la diversité maghrébine » in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n° 1, 1995, p. 12. ²⁴. AMM, 570 W 14, monographies et études sociologiques des bidonvilles note justificative, n° 2, juillet 1970. ²⁵. *Ibid.* ²⁶. Voir Graphique 1.



/// Graphique 1. Composition ethnique de la Campagne Fenouil.

Source : Archives municipales de la ville de Marseille.

conditions de vie avec des individus familiaux et la recherche d'un « entre-soi » poussent à l'entraide²⁷. Dans les années 1960, la plupart des familles gitanes de la Campagne Fenouil viennent de la région d'Alger et d'Oran en Algérie²⁸. La présence gitane – et plus globalement tsigane – dans l'ex-colonie française est un fait souvent méconnu et peu étudié. Pourtant, lorsqu'en 1873, Paul Bataillard, ethnologue français, évoque la nécessité de s'intéresser aux « *Bohémiens en Algérie* », il semble témoigner d'un intérêt ancien pour la question²⁹.

Dès la fin du XIX^e siècle, les Gitans ont tendance à quitter l'Espagne pour rejoindre l'Algérie française. Comme le rappelle Claudia Coppola, la corrélation entre la politique de peuplement du territoire menée par le gouvernement français et la crise agricole que connaît l'Andalousie dans la seconde moitié du XIX^e siècle favorise les départs³⁰. De plus, ils ont tendance à suivre les Espagnols qui s'implantent massivement dans la région d'Oran à partir des années 1860. C'est pourquoi cette population, assimilée aux Espagnols, passe

²⁷. Gérard Noiriel, *Le creuset français : histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e)*, Paris, Seuil, 1988, p. 171. ²⁸. AMM, 570 W 14, compte-rendu enquête réalisée auprès des habitants de Campagne Fenouil (1970). Il serait intéressant de préciser que cette question est très peu connue, que la présence tsigane en Algérie n'a pas été étudiée malgré un intérêt ancien pour le sujet : Paul Bataillard, « Recherches à faire sur les Bohémiens en Algérie », in *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, vol. 8, n° 1, 1873, pp. 690-711. J'indique aussi qu'un rapport de la préfecture d'Alger interroge les ministres de la Justice et de l'Intérieur sur l'application de la loi de 1912 et évoque 413 Nomades présents en Algérie en 1913. Voir BB/18 6852 102 BL. ²⁹. Paul Bataillard, « Recherches à faire sur les Bohémiens en Algérie », in *Bulletin de la société d'anthropologie de Paris*, vol. 8, n° 1, 1873, p. 690. ³⁰. Karim Amellal, Karine Michel, « Implantation des populations tsiganes dans les Bouches-du-Rhône et patrimoine interculturel », Association Trajectoires d'ici et d'ailleurs, 2013, p. 17.

TZIGANES

inaperçue. La deuxième explication se base sur des traits plus culturels. La famille occupe une place privilégiée dans les traditions gitanes, c'est un élément clé de leur identité. Elle est donc déterminante dans les choix d'implantation des individus. Comme le soulignent Karim Amellal et Karine Michel, c'est la logique de proximité qui influence le choix de l'habitat³¹. À la Campagne Fenouil, cela se vérifie par la composition de la démographie : la population est en grande majorité composée de familles alors que, dans d'autres bidonvilles, les « travailleurs isolés » dominant. Le dernier facteur explicatif est l'image même du bidonville. Parce que les médias, les institutions marseillaises et, parfois même, le milieu universitaire³² ont contribué à en faire un « bidonville Gitan », il est possible d'avancer que les populations issues de la culture Tsigane ont eu plus de facilités à venir s'installer à la Campagne Fenouil que dans un autre îlot. Sans compter qu'il s'agit aussi de l'un des derniers grands bidonvilles de l'agglomération à être résorbé³³. Cette assignation culturelle et identitaire des habitants de la Campagne Fenouil n'est pas sans conséquences. Nourrie par un imaginaire et des stéréotypes anciens, elle influence fortement l'image des habitants et le statut qui leur est accordé par les pouvoirs publics : ils se retrouvent doublement marginalisés.



Une population doublement marginalisée

La question de l'intégration émerge véritablement dans la sphère publique française durant l'entre-deux-guerres³⁴. Cela est lié à un double discours : celui du cercle politique et celui du milieu universitaire. D'un côté, la force du modèle républicain

national renforce le poids de cette question dans un contexte de crise identitaire³⁵ et, de l'autre, elle devient un véritable modèle dans les études migratoires, surtout à partir des années 1980³⁶. À cela s'ajoute le contexte de la guerre d'Algérie – et plus généralement de la décolonisation – qui favorise l'émergence d'un discours xénophobe envers les migrants d'Afrique du Nord, voire envers les « Pieds-noirs ». Pour les habitants de la Campagne Fenouil, l'intégration s'avère donc particulièrement difficile.

Tout d'abord, ils doivent faire face à des barrières classiques comme la langue, ce qui les pénalise sur plusieurs plans³⁷. Par exemple, rares sont au départ les habitants qui connaissent leurs droits, d'autant que la plupart ne maîtrisent pas, ou peu, la langue française³⁸. À cela s'ajoute ensuite le logement qui, dans les sociétés occidentales, est un indicateur d'intégration et de réussite. Vivre à la Campagne Fenouil, c'est vivre en marginal, c'est être soumis aux représentations traditionnellement négatives de l'habitat insalubre. En effet, du côté des riverains et de l'administration, les habitants du bidonville sont considérés comme des êtres dénués de toute hygiène³⁹. Nombreuses sont les pétitions où les riverains se plaignent que « À L'Estaque "*Marseille propre*" n'existe pas⁴⁰ ». Du côté des habitants, honte et abandon sont les sentiments qui prédominent. Le fait de pas bénéficier d'un équipement sanitaire et d'un logement aux normes les pousse à se cacher et à se renfermer sur eux-mêmes. Que ce soit pour aller faire ses besoins ou simplement pour jeter ses excréments : « *On doit attendre la nuit que tout le monde dorme parce qu'on a honte*⁴¹. » Il est également impensable pour les habitants d'inviter des connaissances extérieures au bidonville chez eux parce que, là aussi, ils ont « *honte d'habiter le "pourrissoir" de la Campagne*

31. *Ibid.*, p. 42. 32. Françoise Brun, « Un bidonville de Gitans rapatriés : la Campagne Fenouil », *op. cit.*, pp. 243-255. 33. En 1970, le bidonville s'étale sur environ cinq hectares de terrain. 34. Gérard Noiriel, *Population, immigration et identité nationale en France (XIX^e-XX^e)*, Paris, Hachette, 1992, p. 119. 35. Gérard Noiriel, *Le creuset français, op. cit.*, p. 341. 36. Gérard Noiriel, « Histoire de l'immigration en France. États des lieux, perspectives d'avenir », in *Hommes & Migrations*, n° 1255, mai-juin 2005, p. 42. 37. AMM, 748 W 7, promotion et logement des familles à fort handicap social, tome 2, 1975-1976. 38. Françoise Brun, « Un bidonville de Gitans rapatriés : la Campagne Fenouil », *op. cit.*, p. 247. 39. *Ibid.*, p. 245. 40. AMM, 1225 W 110, courrier de la fédération des CIQ du XVI^e arrondissement (2 novembre 1994). 41. INA, « Bidonville Marseille », JA2 20h Antenne 2, 14 juin 1990.

Fenouil »⁴². Il faut enfin ajouter le facteur culturel : les populations de la Campagne Fenouil ne sont pas simplement perçues comme étrangères mais comme « *culturellement étrangères*⁴³ ».

La culture des Gitans a souvent été un terrain fécond pour le développement de stéréotypes et de clichés, surtout à l'égard du nomadisme. Dans les sociétés occidentales sédentarisées, ce mode de vie est généralement regardé d'un mauvais œil par les autorités qui l'assimilent au vagabondage ou à la mendicité. Autrement dit, pour les pouvoirs publics, une population constamment en déplacement est beaucoup plus difficile à contrôler que celle qui est sédentaire. Dans la France des années 1910, ce regard se traduit par une législation discriminante et marginalisante, plus connue sous le nom de « carnet anthropométrique d'identité⁴⁴ » et, aujourd'hui encore, les populations gitanes sont tenues de posséder un « carnet de circulation » pour se déplacer sur le territoire. D'autres stéréotypes tels que le « Gitan fainéant » ou le « Gitan voleur » sont également très présents dans l'imaginaire collectif français⁴⁵. Les représentations rattachées au monde gitan placent donc les habitants de la Campagne Fenouil dans une situation on ne peut moins objective : les pouvoirs publics ont tendance à les catégoriser comme « non assimilables » car la différence culturelle est trop forte⁴⁶. En cela, le statut qui leur est accordé se retrouve fortement biaisé. Les premiers habitants de la Campagne Fenouil ont certes des origines gitanes, mais ce sont avant tout des rapatriés français d'Algérie. Depuis la loi du 26 juin 1889⁴⁷, la citoyenneté française est

accordée aux étrangers et à leurs enfants nés sur le territoire algérien. Pourtant, les habitants du bidonville ne sont pas perçus comme des citoyens français mais comme des Gitans. L'analyse sémantique des catégorisations administratives prouve que leur statut n'est pas clairement défini. Ce sont tantôt des « *Européens rapatriés d'Afrique du Nord d'origine gitane*⁴⁸ », tantôt les « *Gitans de Fenouil*⁴⁹ ». À aucun moment, les documents ne qualifient les hommes et femmes de la Campagne Fenouil de « Français ». Autrement dit, l'origine culturelle prime sur la nationalité et, en cela, fait des habitants du bidonville des Français « pas comme les autres ». Dans cette situation, les pouvoirs publics ont donc du mal à fixer la limite des droits que ces populations peuvent réclamer. Par exemple, leur statut de rapatrié leur est plus ou moins reconnu au début des années 1960. À ce titre, elles bénéficient de deux aides financières : les prestations de retour et la subvention d'installation⁵⁰. En revanche, on ne leur permet pas d'accéder directement à l'habitat social alors que, officiellement, c'est une prérogative largement accordée aux Français et aux « Pieds-noirs » – les migrants étant tenus à l'écart dans la mesure du possible. La population de la Campagne Fenouil est donc doublement marginalisée, à la fois par son habitat et par son statut. Le poids des représentations influe sur ses droits, mais pose également un problème de fond que la ville de Marseille, et, plus globalement, la société française de la seconde moitié du XX^e siècle, a du mal à résoudre : ces individus peuvent-ils vivre « *comme tout le monde*⁵¹ » ?

42. AMM, 1225 W 106, lettre des habitants de Campagne Fenouil au ministre, 24 janvier 1977. 43. AMM, 748 W 7, dossier du CLARB sur les travailleurs étrangers à Marseille, 1975-1976. 44. Ce carnet est établi dès l'âge de 13 ans et il est obligatoire pour toutes les personnes nomades. Elles doivent le faire viser à l'arrivée et au départ de chaque commune, sous peine d'être considérées comme « vagabonds » par les autorités. Ce carnet ne disparaît qu'en 1969, mais il est remplacé par le « carnet de circulation », carnet toujours en vigueur aujourd'hui. 45. Marc Bordigoni, *Gitans, Tsiganes, Roms... Idées reçues sur le monde du voyage*, Paris, éd. Le cavalier bleu, 2013, pp. 77-113. 46. AMM, 748 W 7, étude du CLARB sur les travailleurs étrangers dans la commune de Marseille. 47. « Est (...) citoyen français, tout individu né en Algérie de parents étrangers qui y sont eux-mêmes nés (...) tandis que les enfants nés en territoire algérien de parents étrangers qui sont nés à l'étranger, deviennent français à leur majorité. » 48. AMM, 570 W 14, étude sociologique des bidonvilles, juillet 1970. 49. AMM, 570 W 14, compte-rendu enquête réalisée auprès des habitants de Campagne Fenouil, 1970. 50. Françoise Brun, « Un bidonville de Gitans rapatriés : la Campagne Fenouil », *op. cit.*, p. 247. 51. Ici, « comme tout le monde » peut se traduire par « comme les classes moyennes françaises des années 1950-1980 ». Au vu de leur nombre, mais aussi de leur présence dans le parc HLM français, elles me semblent être, à la fois pour les pouvoirs publics et pour une grande partie des populations les plus démunies, le modèle de référence pour le logement.

TZIGANES

Un processus de résorption sans fin

L'origine culturelle et le statut des habitants de la Campagne Fenouil sont deux éléments clés dans l'histoire et l'évolution du bidonville. Le rôle qu'ils jouent dans le processus de résorption montre également à quel point le racisme pèse sur la vision des pouvoirs publics et notamment sur la question du logement social. Il faut attendre plus de vingt ans avant que le bidonville de la Campagne Fenouil ne disparaisse définitivement. Naturellement, ce n'est pas un cas isolé. À Marseille les mécanismes de résorption de l'habitat insalubre sont habituellement longs. Par exemple, l'enclos Peyssonnel – implanté dans le centre – met environ treize ans avant d'être éliminé⁵². Cependant, dans le cas de la Campagne Fenouil, cette lenteur peut aussi être imputée au statut de la population. Il faut ainsi attendre que l'intérêt économique soit suscité pour que la résorption prenne forme.

Le mécanisme de résorption de la Campagne Fenouil est, en effet, directement lié aux logiques économiques et urbanistiques de la seconde moitié du XX^e siècle à Marseille et en France. Évidemment, la pensée hygiéniste qui se développe depuis le XIX^e siècle a aussi joué un rôle dans la lutte contre l'habitat insalubre, tout comme le courant humanitaire lancé par l'abbé Pierre lors de son appel le 1^{er} février 1954⁵³ et repris par certains médias dans les années 1980. Néanmoins, le poids du foncier reste écrasant dans les logiques de résorption. Pour la Campagne Fenouil, son salut

est lié au projet d'aménagement d'une zone industrielle à l'Estaque : la zone d'aménagement concertée (ZAC) de Saumaty-Séon. Ce projet s'inscrit dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Marseille qui vise à industrialiser les quartiers de l'Estaque et, plus globalement, les quartiers du littoral-nord⁵⁴. L'objectif premier du programme de la ZAC de Saumaty-Séon est donc d'installer un port de pêche important dans ce quartier qui deviendrait le centre principal de gestion des produits de la mer. Or le bidonville de la Campagne Fenouil se trouve au milieu des plans de construction⁵⁵.

À partir du moment où ce nom apparaît dans les documents, c'est-à-dire en 1968, le bidonville devient une entrave, un « *obstacle à la réalisation d'un port de pêche prévu dans l'anse de Saumaty*⁵⁶ ». Auparavant, l'existence de la Campagne Fenouil, si elle est reconnue des pouvoirs publics, ne semble pas poser de problème particulier, outre son insalubrité. Pourtant, c'est seulement en 2003, soit trente-cinq ans plus tard, que cet îlot est définitivement résorbé. Cela pose la question de la durée du processus et des éléments qui ont pu lui faire obstacle.

Pour commencer, le fonctionnement global du processus de résorption est une première explication. La démolition de la Campagne Fenouil s'inscrit dans un cadre à l'échelle de la ville, mais aussi du pays. À partir des années 1960, les lois pour lutter contre l'habitat insalubre se multiplient, les plus célèbres étant la loi Debré du 14 décembre 1964⁵⁷ qui a pour objectif de faciliter les procédures d'expropriation et la loi Vivien du 10 juillet 1970⁵⁸. Cependant, la réglementation qui intéresse le plus les municipalités est celle du

52. Céline Regnard, Stéphane Mourlane, « L'enclos Peyssonnel, modèle de bidonville marseillais (années 1950-1960) », *op. cit.*, p. 7.

53. Appel de l'abbé Pierre lancé pour alerter l'opinion publique, pour apporter de l'aide aux mal-logés et aux plus démunis et, plus généralement, pour revendiquer l'existence d'un droit au logement. 54. AD13, 1374 W 32, correspondance sur l'aménagement des quartiers du littoral-nord, 30 avril 1969. 55. Voir carte 2. 56. Archives départementales des Bouches-du-Rhône (ci-dessous AD13), 1730 W 3, note sur la déclaration d'insalubrité de plusieurs bidonvilles (26 novembre 1968). 57. AMM, 483 W 245, *Journal officiel de la République française* (15 décembre 1964) : la loi Debré vise à « *faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés "bidonvilles"* ».

58. Loi votée pour faciliter la résorption de l'habitat insalubre (la rénovation urbaine devient plus facile). La même année, sont créés un groupe interministériel permanent pour la résorption des bidonvilles et l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH).



/// Carte 2. Projet d'aménagement de l'anse de Saumay (27 mars 1968).

Source : Archives départementales, Conseil départemental des Bouches-du-Rhône. Côte : 1200 W 41. Photo M. Amador. © D. R.

24 mai 1951. Elle prévoit la mise en place d'un financement national pour construire des logements neufs à travers les offices HLM à condition qu'une déclaration d'insalubrité ait été prononcée auparavant⁵⁹. Résorber un bidonville devient alors une procédure complexe dans laquelle s'entremêlent et s'opposent les intérêts des différents acteurs. La Campagne Fenouil fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité le 17 juin 1969⁶⁰, mais il faut ensuite réussir à

monter un dossier, à acquérir des terrains et à réaliser les constructions prévues tout en prenant en compte les intentions de chacun. Le paradoxe ici est que les habitants de la Campagne Fenouil, qui sont *a priori* les premiers concernés, n'ont pas leur mot à dire – même les riverains ont plus de poids dans le processus de résorption et de relogement⁶¹. Cette contradiction est liée à la fois à leur position sociale mais aussi au statut qui leur est accordé.

59. Céline Regnard, Stéphane Mourlane, « L'enclos Peyssonnel, modèle de bidonville marseillais (années 1950-1960) », *op. cit.*, p. 29.

60. AMM, 1225 W 106, arrêté préfectoral sur l'insalubrité de plusieurs bidonvilles marseillais, 17 juin 1969. 61. Edward W. J. Naylor, *The Politics of a Presence*, *op. cit.*, p. 135.

TZIGANES

En effet, l'étude de la Campagne Fenouil et de son processus de résorption met en lumière le rôle déterminant de la pensée raciale sur des aspects de la vie courante, comme l'habitat par exemple. Si ce bidonville met longtemps à être résorbé, c'est aussi lié au statut de ses habitants. À Marseille, comme dans d'autres grandes villes françaises, le racisme dans l'accès au logement prend la forme d'un « seuil de tolérance » défini comme le « *pourcentage qui permet la meilleure insertion des familles maghrébines à la vie des cités en vue d'éviter leur rejet par la population européenne ou le départ de celle-ci* »⁶². L'existence de ce seuil est basée sur un schéma directeur explicitement reconnu par les pouvoirs publics marseillais. Les individus sont hiérarchisés entre eux selon leur propension à pouvoir vivre « normalement », c'est-à-dire, selon les normes sociétales fixées et acceptées en France. Les Français, sous-entendus les « Blancs », sont placés au sommet de la pyramide. On trouve ensuite les « bons immigrés », c'est-à-dire les migrants européens, et les autres, les Maghrébins⁶³. Les populations de la Campagne Fenouil sont, quant à elles, placées au plus bas de l'échelle. Ce sont celles qui ont un « *mode de vie traditionnel incompatible avec la vie en HLM* »⁶⁴. Elles doivent donc obligatoirement passer par les « cités de transit » ou « cités d'urgence » – un autre nom pouvant se traduire par « habitat précaire » – avant de pouvoir espérer accéder au logement social. On peut ici parler de racisme car ce schéma de relogement est une simple transposition de la théorie des races, théorie qui se retrouve, dans ce cas, appliquée à l'habitat. Il est donc possible d'affirmer que le statut de « Gitan » des habitants et les stéréotypes qui s'y rattachent ont contribué à ralentir le processus de résorption. Si ces populations avaient été européennes, ou reconnues comme françaises dans le cas des premiers arrivés, leur prise en charge par les pouvoirs

publics aurait probablement été plus rapide. La réalité est tout autre. Du bidonville au logement social, en passant par la cité de transit, les habitants de la Campagne Fenouil n'ont cessé d'être marginalisés. Seule l'adoption d'un mécanisme de relogement participatif dans les années 1990 donne plus de poids aux populations et s'oppose ainsi partiellement au racisme.

La résorption de la Campagne Fenouil est également ralentie par les retours – sur le terrain du bidonville – et les individus extérieurs qui viennent s'y implanter dans l'espoir d'être intégrés aux programmes de relogement. Alors qu'au premier abord le processus de résorption apparaît comme fluide et continu, il n'en est rien. Son rythme peut être fractionné en plusieurs temps : sur le plan quantitatif, la plus grosse vague d'habitants quitte le bidonville dans la décennie 1970 puis, des années 1980 à la disparition définitive de la Campagne Fenouil, le nombre de familles semble rester assez stable. Sur le plan qualitatif, la politique de relogement peut être divisée en deux phases : une première, des années 1970 aux années 1980, qui prône un relogement rapide et fonctionnel, alors que la seconde, qui démarre dans les années 1990, adopte une méthode plus participative. À cela s'ajoutent les retours. Multiples sont les cas de familles et d'habitants relogés qui décident de revenir à la Campagne Fenouil, soit par manque de ressources financières pour payer leur loyer, soit par éloignement avec leur quartier et leurs proches. Les liens de solidarité qui se manifestent dans les bidonvilles ne se retrouvent pas dans les grands ensembles, ce qui pousse parfois les habitants à revenir sur place, quitte à vivre dans des conditions précaires. Il faut également noter que, parmi les populations gitanes du bidonville, certaines sont réellement nomades et préfèrent un habitat mobile – ou de fortune – qui leur permet de rester à proximité de leur famille.

62. AMM, 748 W 7, logement des migrants en habitat récent, 1975. 63. Laurent Dornel, « Les usages du racisme.

Le cas de la main-d'œuvre coloniale en France pendant la Première Guerre mondiale », in *Genèses*, n° 20, 1995, pp. 48-72.

64. AMM, 748 W 7, étude du CLARB sur le logement, août 1974.



Conclusion

Le statut des habitants de la Campagne Fenouil joue donc un rôle déterminant dans la définition du bidonville, de ses représentations et dans son évolution, notamment à travers le processus de résorption. La Campagne Fenouil n'est pas perçue comme un simple bidonville marseillais, mais comme un bidonville gitan⁶⁵. Pourtant, les logiques de regroupement sont globalement les mêmes que dans le reste des îlots insalubres de l'agglomération. Ce sont des migrants d'Afrique du Nord originaires de la même région qui se sont installés ensemble au vu des ressources dont ils disposaient. Cette image renforce la marginalisation de ces populations. En plus du cadre insalubre dans lequel elles vivent, elles doivent aussi subir toute une série de stéréotypes et de clichés rattachés aux Gitans. Dans les années 1960, les premiers habitants possèdent la nationalité française et, pourtant, ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Ils sont définis par et pour leurs traits culturels. Cela a aussi une influence sur l'histoire du bidonville : le statut des hommes et des femmes de la Campagne Fenouil

est un obstacle à leur relogement, et donc à la résorption de cet espace.

Ce travail apporte donc de nouveaux éléments sur l'histoire du mal-logement à Marseille et, plus globalement, sur l'histoire de l'immigration dans la seconde moitié du XX^e siècle. À travers l'analyse du bidonville de la Campagne Fenouil, ce ne sont pas seulement des questions propres à l'urbanisme et à l'habitat qui sont traitées. Les représentations, le racisme et la place accordée aux immigrés dans la société française sont autant d'éléments mis en lumière. Néanmoins, ce serait généraliser que de penser que les représentations évoquées sont les seules existantes. Ce travail de recherche s'est appuyé en grande partie sur des sources administratives trouvées aux Archives municipales de la ville de Marseille ainsi qu'aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône. La presse et les sources judiciaires n'ont pas été mobilisées. Seuls quelques extraits de reportages et de journaux télévisés ont été consultés grâce à l'Inathèque. Il offre donc une vision qui concerne surtout les pouvoirs publics et la municipalité de Marseille. L'histoire du bidonville de la Campagne Fenouil, pour être complète, doit aussi être étudiée à travers le regard de ses habitants. ■

65. Sur ce point, le titre de l'article de Françoise Brun, « Un bidonville de Gitans rapatriés : la Campagne Fenouil », est le plus significatif de cette vision.